

Unité départementale du Rhône
5 Place Jules Ferry
69006 Lyon

Lyon, le 20/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/02/2026

Contexte et constats

Publié sur 

MAZZA TP

MONTAGNE DE BEDINA
69170 Valsonne

Références : UDR-SSDAS-26-105-CR
Code AIOT : 0006101430

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/02/2026 dans l'établissement MAZZA TP implanté MONTAGNE DE BEDINA 69170 Valsonne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'est déroulée, conjointement avec un agent du Cerema, afin de suivre l'évolution du front ouest de l'ancienne carrière Bédina de Valsonne.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MAZZA TP
- MONTAGNE DE BEDINA 69170 Valsonne
- Code AIOT : 0006101430
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

La carrière Bédina à Valsonne a été exploitée de 1975 à 1985 par M. ARRICOT, puis de 1990 à 2004 par la société MAZZA TP. Un PV de récolement a été délivré à l'exploitant le 18 juin 2013.

Par courrier du 18 juillet 2018, M. ARRICOT, propriétaire des parcelles a alerté l'inspection des installations classées sur un défaut de mise en sécurité du site. Le 10 juin 2020, l'inspection des installations classées pour la protection a réalisé une inspection du site en s'appuyant sur l'expertise du CEREMA pour identifier un risque potentiel d'instabilité. Les conclusions du CEREMA mentionnent un risque de détérioration du front rocheux et émet des préconisations. Les obligations de sécurisations du front incombent à l'ancien exploitant qui est toujours représenté par Maître Bauland en tant que liquidateur judiciaire.

L'inspection du 29 juin 2022 conclue à l'absence d'action de stabilisation entrepris par le liquidateur judiciaire menant à la prise d'une astreinte administrative jusqu'à exécution des mesures de sécurisation rappelées par l'arrêté de mise en demeure du 30 novembre 2020.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection, il a été constaté qu'un nombre important d'arbres ont été abattus dans l'enceinte de la carrière (parcelles AC n°213, 214 et 149) ainsi que sur la parcelle AC n°147. Ces arbres avaient été implantés dans le cadre de la remise en état du site, à vocation naturelle, afin de permettre notamment le masquage des fronts de taille depuis la route départementale n°82. Ces derniers sont de nouveaux visibles depuis l'extérieur du site. Les parcelles concernées sont en zone Naturelle du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Valsonne. Le propriétaire n'a pas été capable de présenter un document autorisant la découpe des arbres.

Lors de la visite sur site, plusieurs arbres coupés se trouvaient tombants sur les fronts de taille, notamment le front ouest jugé instable.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Stabilité front ouest	AP de Mise en Demeure du 30/11/2020, article 1	Demande d'action corrective	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Deux zones de fragilités du front ouest sont constatés (les mêmes qu'identifiées lors des inspections de 2020 et 2022).

La zone la plus au sud du front ne semble pas avoir évolué entre 2020 et 2026.

Dans la seconde zone, située au milieu du front, le front semble avoir régressée et atteint désormais la limite de propriété là où en 2020 et 2022, celui-ci se situait à environ 50cm de la clôture.

L'emploi d'un remblaiement comme moyen de sécurisation n'est pas réalisable considérant que cela pourrait nuire aux intérêts faunistiques du site. Cette décision avait fait l'objet d'un arrêté préfectoral le 18 octobre 2013, modifiant l'arrêté du 12 novembre 2008.

De plus, l'apport conséquent de matériaux inertes externes sur site entraînerait l'implantation nouvelle d'une Installation de Stockage de Déchets Inertes afin d'assurer le suivi des apports selon les dispositions réglementaires en vigueur. Le terrain concerné étant classé en zone Naturelle du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Valsonne, la procédure ne pourrait aboutir à une autorisation réglementaire.

Le rapport d'expertise établi par le CEREMA à la suite de l'inspection est annexé au présent rapport.

D'autres solutions de sécurisation du front existent et ont été proposées lors de l'inspection par le CEREMA et la DREAL, notamment l'application de béton projeté et/ou le recul de la clôture (comme déjà proposée lors de l'inspection de 2022).

Le propriétaire de la parcelle voisine devra donner son autorisation d'occupation du tréfonds pour la réalisation de ces travaux qui impacteront l'emprise de ladite parcelle.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Stabilité front ouest

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 30/11/2020, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Stabilité
Prescription contrôlée : Maître Bauland, administrateur judiciaire de la société Mazza BTP est mis en demeure de se conformer aux dispositions de l'article 1er de l'arrêté préfectoral du 12 novembre 2008 modifié par l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 18 octobre 2013 en procédant dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, à la mise en sécurité du front ouest, et le cas échéant, de proposer des servitudes d'utilité publique.
Constats : L'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement s'est rendue sur le site de l'ancienne carrière de Valsonne afin de suivre l'évolution du front ouest de la carrière dont la dernière inspection date du 29 juin 2022. Les observations et comparaisons avec les photographies de 2022 sont difficile, du fait notamment du bucheronnage de plusieurs arbres réalisé dans la carrière ainsi que sur les parcelles voisines. L'inspection constate 2 zones de fragilités du front ouest qui sont les mêmes qu'identifiées lors des inspections de 2020 et 2022. La zone la plus au sud du front ne comporte qu'une distance de 1,5m à 2m par rapport à la clôture en limite de propriété et ne semble pas avoir évolué entre 2020 et 2026. Dans la seconde zone, située au milieu du front, le front semble avoir régressée et atteint désormais la limite de propriété là où en 2020 et 2022, celui-ci se situait à environ 50cm de la

clôture.

L'inspection constate notamment la présence d'un talus faisant office de piège à bloc à l'aplomb de la falaise. Le risque que des blocs atteignent la route départementale en cas d'éboulement est nul. Le risque principal est l'atteinte à la sécurité de personnes se trouvant en haut ou au pied du front.

L'emploi d'un remblaiement comme moyen de sécurisation n'est pas réalisable considérant que cela pourrait nuire aux intérêts faunistiques du site. Cette décision avait fait l'objet d'un arrêté préfectoral le 18 octobre 2013, modifiant l'arrêté du 12 novembre 2008. De plus, l'apport conséquent de matériaux inertes externes sur site entraînerait l'implantation nouvelle d'une Installation de Stockage de Déchets Inertes afin d'assurer le suivi des apports selon les dispositions réglementaires en vigueur. Le terrain concerné étant classé en zone Naturelle du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Valsonne, la procédure ne pourrait aboutir à une autorisation réglementaire.

D'autres solutions de sécurisation du front peuvent être mise en oeuvre, notamment l'application de béton projeté et/ou le recul de la clôture (comme déjà proposée lors de l'inspection de 2022). Le propriétaire de la parcelle voisine devra donner son autorisation d'occupation du tréfonds pour la réalisation de ces travaux qui impacteront l'emprise de ladite parcelle.

Le rapport d'expertise établi par le CEREMA à la suite de l'inspection est annexé au présent rapport.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La mise en sécurité des fronts n'a pas été formellement achevée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective